Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1976)
Heft: 384

Rubrik: Dans les kiosques

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

POINT DE VUE

Chronophagie spécialisée

Je ne connais rien, évidemment, à la politique et encore moins à l'économie.
Mais il se trouve, néanmoins, que cette obscure affaire d'initiative « sur les quarante heures » a retenu quelque peu mon attention.
De fait, je saisis mal les mobiles des promoteurs de cette initiative, mobiles certes parfaitement honorables mais peu respectueux de la logique (dont on sait depuis Alphonse Allais qu'elle mène à tout). Voyons !
Que je sache, la production de biens a augmenté d'une façon vertigineuse depuis, mettons, le début du siècle. La production de canards en plastique et d'ours en peluche, par exemple, s'est accrue de trente ou cinquante fois au bas mot.
Bien. En revanche, la durée moyenne du travail n'a guère baissé que d'un tiers, grosso modo, depuis cette même époque.
Il y a donc là comme une disparité.
Si je comprends bien, nous avons donc cherché essentiellement à produire beaucoup plus en un même temps de travail (ou à peu près) mais pas du tout à produire la même quantité d'objets (ou un peu plus) en dix, vingt ou cinquante fois moins de temps de travail.
En d'autres termes, nous n'avons pas cherché à gagner du temps mais bien des objets.
Ce qui n'est pas logique.
Du fait même que la quantité de temps libéré et disponible n'a pas du tout augmenté dans la même proportion que la masse des objets produits, nous sommes donc condamnés à consommer ces objets à une vitesse quasi équivalente à celle de leur production. Le bilan final est donc nul — ou peu s'en faut. C'est une farce. La seule augmentation obtenue est celle de la vitesse.
Or, le seul paramètre dont la variation se trouve déterminante est la production d'objets — et non pas le temps ! — et ce n'est donc pas quarante heures de travail qu'il faut réclamer si l'on veut diminuer le temps de travail, *mais bien une diminution de la production des objets* — étant entendu qu'ils peuvent continuer à être produits à la même vitesse. En d'autres mots, et pour être complet, le paramètre « temps » passe d'un côté de l'équation à l'autre : au lieu d'être investi dans le travail de production, il est intégré dans la durée d'utilisation des objets. En résumé : il est absurde de produire des objets si l'on ne produit pas concurremment un temps disponible pour leur consommation. Le temps libéré doit être fonction directe de la productivité et de la longévité des objets.
Tout cela est d'une logique inattaquable. Aux POCH d'en tenir compte !
Par ailleurs, on sait que le travail fatigue. Sa qualité ne peut donc que décroître au fur et à mesure que passent les heures. Ainsi, un travail de qualité est nécessairement de courte durée (relative). L'augmentation de la qualité dépend, de fait, moins des procédés utilisés que de l'équanimité de celui qui les utilise. Il appert par conséquent que moins on travaille, plus la qualité est susceptible d'augmenter.
Comme, seule, à long terme, la qualité paye, force nous est de conclure que le patronat suisse, en s'opposant à une diminution du temps de travail, fait la preuve qu'il est essentiellement composé d'imbéciles féroces qui n'ont qu'une seule envie : celle de se ruiner. Et de ruiner tout le monde en lui faisant perdre son temps.
Contrairement à ce qu'on affirme souvent, il n'est donc pas poussé par l'appât du gain. Il est poussé par la bêtise. Et il serait grand temps qu'il voie où est son véritable profit.

Gil Stauffer

DANS LES KIOSQUES

Restructuration rapide

Deux quotidiens étrangers publieront prochainement une édition en Suisse : « Herald Tribune », quotidien américain publié à Paris, paraîtra sur les presses de la « Neue Zürcher Zeitung » et « Le Figaro », de Paris, « sortira » son édition internationale à Genève.
Pendant ce temps, trois grands quotidiens alémaniques mettent au point leur dispositif pour un saut en avant. Les progrès de la création du principal quotidien bernois « Berner Nachrichten » font peu de bruit, mais le compte à rebours a commencé. Il ne s'agit pas de sensibiliser l'opinion publique helvétique dans son entier puisque le rayon de diffusion est limité et la vente au numéro faible par rapport au nombre des abonnés. On doit admettre que la prospection systématique pour conquérir les régions insuffisamment « couvertes », et plus particulièrement la ville de Berne, sera entreprise après la fusion des deux journaux

DP 1977

Imagination, description et extrémisme. A l'automne de nos vingt et quelques années, ces mots ne dessinaient pas seulement le profil de DP qui venait de naître. Ils sonnaient comme un défi d'une insolente nouveauté. La guerre d'Algérie s'était achevée, qui nous avait éveillé à la politique. Les idéologies se mouraient dans une société promise à un bien-être matériel croissant. A l'écart de la décolonisation et des conflits Est-Ouest, la Suisse n'était au mieux qu'une expression historique. Dans ces conditions, l'imagination n'était pas au pouvoir, le confidentialisme de la vie publique répugnait à toute description des institutions comme des pratiques. Et l'extrémisme était un terme banni du vocabulaire politique de quelque formation

jusqu'ici concurrents. L'objectif 100 000 ne doit pas être impossible à atteindre dans des délais raisonnables.

L'opération « Die Tat » est différente. Il s'agit d'utiliser la couverture des déficits énormes pour un tirage faible (1 million de francs de déficit pour un journal qui paraît trois cents fois par année à trente mille exemplaires représente un déficit de 11 centimes par exemplaire; ce déficit est de 33 centimes si le déficit est de 3 millions et de 67 centimes si le déficit est de 6 millions; le numéro est vendu 70 centimes) afin de lancer une nouvelle formule.

Près de trois cents journalistes ont posé leur candidature pour les quarante à cinquantes places disponibles à « Die Tat ». Une imprimerie ultra-moderne est créée. Une rotative qui n'a pas pu être livrée par Winkler-Fallert à une entreprise espagnole ayant des difficultés financières pourra être montée de façon à sortir déjà en mars 1977 l'hebdomadaire « Construire ». En bref, une opération extraordinaire est en cours et nous la suivons attentivement. Une excellente raison à cela : il ne suffit pas de proclamer dans un congrès que la gauche doit être prolongée par un grand quotidien; il faut observer l'effort de ceux qui le lancent réellement. Pour équilibrer ses comptes « Die Tat » devra vendre 150 000 exemplaires; cet objectif doit être atteint en quatre ans sinon « Migros » arrêtera les frais. Etapes prévues : 80 000, 105 000, 130 000, 150 000.

Pendant ce temps « Freier Aargauer/Volksrecht (Aarau), journal socialiste, annonce le prochain départ de son rédacteur en chef Silvio Bircher, l'homme qui a contribué à redonner courage aux socialistes argoviens, qui étaient prêts à abandonner leur quotidien, l'homme qui a permis aux Zurichois de faire revivre le titre « Volksrecht ». Qui lui succédera ?

Pendant ce temps, aussi, la presse à fort tirage ne reste pas inactive face au défi de « Die Tat ». « Blick », quotidien, qui plafonnait à 270 000 exemplaires, avance la parution d'éditions régionales. On en parlait depuis longtemps. C'est maintenant sûr : à partir du 1er décembre, paraîtra un « Blick-Zürich » en attendant d'autres éditions. Contrairement à ce que beaucoup croient, la diffusion de « Blick » n'est pas particulièrement forte dans la métropole de la Limmat. Il en ira peut-être différemment à l'avenir.

Rappelons les délais : 1er décembre 1976 : « Blick-Zürich ». 3 janvier 1977 : « Berner Nachrichten ». 4 avril 1977 : « Die Tat » nouvelle formule. La fusion prévue entre la « National Zeitung » et les « Basler Nachrichten » donnera une dimension supplémentaire encore à cette transformation accélérée de la presse d'outre-Sarine.

Troisième âge à l'asile

— Dans le dernier magazine hebdomadaire du « Tages Anzeiger », un des aspects des problèmes cruciaux posés par l'insertion du « troisième âge » dans notre organisation sociale : deux journalistes sont allés passer une semaine dans un asile bernois pour vieillards et malades chroniques. Trois pages de photographies donnent leur véritable portée à des diagnostics largement répandus.

---

que ce soit.

Dans ce système DP n'a pas fait brèche. Mais en quinze ans beaucoup de choses ont changé, en même temps que la Suisse participait davantage aux difficultés et aux contractions de la société industrielle. Le défi lancé alors est même devenu un peu une tarte à la crème. Il n'est plus de politique qui ne se réclame aujourd'hui de l'imagination, même si l'on confond souvent nouveauté et innovation. L'intérêt pour la politique a fortement stimulé la description qui pourtant, dans de nombreux domaines, conserve encore son pouvoir subversif. Quant à l'extrémisme, certains en font aujourd'hui, en paroles, une consommation courante.

Lorsque devant les risques d'essoufflement, l'équipe DP a recherché les moyens de garder le contact avec une actualité accélérée, je me suis prononcé contre la transformation du bimensuel en hebdomadaire. Presque seul de mon avis, si mon souvenir est exact.

Je craignais qu'un groupe d'amateurs, même animé par un professionnel compétent, n'ait pas la force de cerner et de mettre en forme, semaine après semaine, l'information et l'analyse politique de qualité qui avait assuré jusque-là l'audience de DP.

Et je redoutais aussi qu'à la suite de la disparition du dernier organe de presse socialiste suisse romand, le passage à la formule de l'hebdomadaire ne signifie un alignement trop rigide sur les positions électorales du Parti socialiste. Or ce dernier n'est pas celui de tous les rédacteurs et amis d'un journal qui doit rester ouvert à tous les courants de gauche.

Ces craintes se retrouvent peut-être dans certaines difficultés actuelles de DP. En revanche la nécessité de l'hebdomadaire ne peut plus être contestée, même si l'existence du journal reste un pari comme au premier jour. Car le besoin d'une presse libre est plus grand que jamais. Libre non seulement face aux puissances d'argent, que la crise dépouille de leur masque de liberté, de souci social et de tolérance. Mais libre aussi face aux théories paresseuses des terribles simplificateurs, aux idéologies pseudo-religieuses qui tirent leur force de l'indifférence du plus grand nombre.

L'exercice de la nouveauté insolente, comme celui de la critique constructive requiert en 1977 une présence hebdomadaire !

Jean-Claude Favez